

Dans ma région, le problème ne se situe pas tellement au niveau de la hausse des prestations d'assurance-chômage. Le ministre aurait dû penser à modifier les règlements relatifs à l'assurance-chômage, en diminuant, par exemple, le nombre de timbres. Alors qu'il lui faut 30 timbres, le travailleur n'a pas réussi à travailler assez longtemps pour en accumuler suffisamment pour bénéficier de prestations d'assurance-chômage.

Des centaines d'ouvriers dans ma circonscription ne peuvent recevoir de prestations d'assurance-chômage parce qu'ils n'ont pas accumulé assez de timbres. Après deux, trois, quatre ou cinq semaines de discussion, on leur dit que c'est regrettable, mais qu'ils devront obtenir de l'aide ailleurs.

C'est à ce moment-là qu'on les dirige vers les bureaux de l'assistance sociale. Pour une famille de cinq, six ou sept enfants, l'assistance sociale, ce n'est pas très rose. On s'attend pourtant, dans notre région, que les allocations d'assistance sociale doublent, car les travailleurs n'ont pas pu accumuler de timbres pour avoir droit à des prestations.

Je crois que si le ministre ou ses fonctionnaires s'étaient donné la peine d'étudier davantage la question de l'augmentation des prestations, afin de permettre aux chômeurs de faire face à la hausse du coût de la vie, ils se seraient alors employés à résoudre le problème le plus urgent.

De plus, le ministre dit que des prêts d'une valeur de 150 millions de dollars seront accordés aux provinces, grâce à un fonds destiné à stimuler l'économie, et serviront à financer, au cours de la prochaine année, les projets d'investissements créateurs d'emplois.

Monsieur l'Orateur, encore là il s'agit de prêts. Le gouvernement dit tout simplement: Nous sommes disposés à appuyer les provinces, les municipalités et les sociétés qui désireront emprunter pour leur permettre de s'endetter davantage.

Nous ne disposons que de deux sources de financement, comme le dit l'honorable ministre des Finances: l'impôt et les emprunts. Et ce budget est dirigé surtout vers les emprunts.

Je lisais justement, au sujet des emprunts, un article de journal exprimant l'opinion du premier ministre du Québec sur les avantages que le gouvernement offre aux provinces. Je crois que le premier ministre du Québec attendait autre chose que la possibilité de contracter des emprunts. Voici ce qu'on pouvait lire:

Pour la première fois depuis plusieurs années, le ministre québécois des Finances pourra donc s'offrir le luxe de choisir entre plusieurs options: ou bien emprunter légèrement moins sur les marchés financiers que cette année et améliorer la cote de crédit du Québec;

ou bien maintenir les emprunts à leur niveau actuel et se servir des liquidités excédentaires pour «convertir» en dette obligatoire une partie des engagements à courte échéance du gouvernement—à l'endroit des commissions scolaires, par exemple;

ou bien emprunter plus que cette année et accroître le budget des immobilisations et divers postes extrabudgétaires tels la mise de fonds de l'État dans la SOF et Soquem.

Au sujet de la caisse d'aide conjoncturelle dont le très honorable premier ministre (M. Trudeau) a déjà traité, j'ai lu ce qui suit dans un journal:

C'est donc un fier service qu'Edgar Benson vient de rendre à son collègue québécois. Néanmoins, il convient de signaler

que le nouveau fonds de 150 millions n'est pas encore tout à fait la caisse d'aide conjoncturelle réclamée en juin dernier par le premier ministre du Québec.

M. Bourassa avait proposé l'institution d'un mécanisme permanent; le programme annoncé par M. Benson vient à échéance dans un an et demi. M. Bourassa souhaitait que la caisse d'aide conjoncturelle soit alimentée statutairement par certains impôts fédéraux, dont le rendement varie au gré de la conjoncture; les fonds mis à la disposition des provinces proviendront des revenus consolidés du gouvernement central et leur importance est tout entièrement laissée à la discrétion de celui-ci. M. Bourassa avait suggéré que la caisse d'aide conjoncturelle octroie aux provinces à la fois des prêts et des subventions; le ministre fédéral des Finances n'a retenu que les prêts.

C'est ce que nous regrettons. Si le ministre des Finances avait continué à agir selon les suggestions du premier ministre actuel du Québec, nous n'aurions pas à traiter seulement de prêts, d'emprunts et d'hypothèques pour les provinces. Il ne faut pas oublier que la somme de 150 millions de dollars sera utilisée pour autant que la province de Québec puisse emprunter et que les municipalités et les autres organismes continuent encore à s'endetter.

● (5.00 p.m.)

Je me demande où l'on va aboutir avec tous ces endettements et si ce n'est pas même un mauvais service à rendre aux provinces que de leur permettre de doubler leur dette sans jamais obtenir aucune aide directe qui n'entraînera pas de dette.

Mais que faire? Notre système financier actuel est fait pour l'endettement et nous devons nous en accommoder. Après avoir prélevé auprès du peuple pour 13 milliards d'impôts, le gouvernement fédéral demande aux provinces de s'endetter pour lui.

Le ministre propose la troisième mesure suivante:

Une somme supplémentaire de 23 millions sera répartie entre divers ministères et organismes fédéraux pour améliorer les immobilisations publiques dans les régions où le taux de chômage est le plus élevé.

Quand je considère que 23 millions sont répartis entre les divers ministères, je pense immédiatement à celui de l'Agriculture. Au fait je suis impatient de constater quel montant sera réservé à ce ministère, surtout pour le Québec, car le budget ne prévoit aucune mesure visant à relever un peu l'agriculture de cette province. J'espère que si le ministre de l'Agriculture (M. Olson) tient compte de toutes les lettres qui lui sont adressées il saura prendre les mesures qui s'imposent en vue de relever l'agriculture du Québec.

Je suis impatient de voir quelles mesures prendra ce ministère, car je suis intéressé à ce que certains crédits soient affectés à l'agriculture de ma région, dont 75 p. 100 de la population est agricole et qui a besoin d'une aide proportionnelle à celle des autres régions. Nous avons été victimes de désastres dans notre région, et j'espère que le ministre de l'Agriculture nous indiquera d'abord la somme d'argent que le ministre des Finances veut consacrer à son ministère et quel montant il reviendra à nos régions.

Le ministre disait également, et je cite:

Un montant supplémentaire de 20 millions sera affecté à l'aménagement de routes...

Il ne faut pas y penser pour nos régions. C'est pour Montréal. Cette somme de 20 millions de dollars qui sera consacrée à l'aménagement du nouvel aéroport ne réduira nullement le chômage dans notre région.